

Léon Trotsky

Lettre au Congrès de Marseille

19 décembre 1921

Texte publié dans l'ouvrage Mouvement Communiste en France

Chers camarades,

L'Internationale Communiste adresse à sa section française, réunie en congrès, un salut fraternel.

Il y a un an, à Tours, vous avez fait un grand effort pour liquider le «socialisme» de guerre, pour vous dégager de l'équivoque du réformisme en adhérant à l'Internationale communiste. Les camarades qui vous ont quittés et que beaucoup d'entre vous, peut-être, ont tout d'abord regrettés, sont eux aussi sortis de l'équivoque. Ils avaient affirmé que, malgré leur sortie du parti, ils resteraient des révolutionnaires, des amis et des défenseurs de la révolution russe; mais leur opposition aux principes communistes, qui les entraînait hors du parti unifié, ne tarda pas à faire d'eux des contre-révolutionnaires avérés, répétant les calomnies de la presse capitaliste contre la révolution russe et devenant les défenseurs des social-démocrates contre-révolutionnaires, qui sont parmi les ennemis les plus acharnés de la révolution ouvrière et paysanne. Le parti dissident subit de plus en plus l'influence et la direction politique de Renaudel, de Grumbach et de Blum, c'est-à-dire de ceux qui, pendant la guerre, ont trahi la classe ouvrière française et le socialisme international, de ceux qui n'ont rien abandonné de leur politique de collaboration avec la bourgeoisie et qui font servir le parti français de trait d'union entre l'Internationale de Vienne et la IIe Internationale des ministres de rois.

Tours et son oeuvre de scission, d'épuration énergique, était le résultat nécessaire et fatal de la réaction et de la colère de la classe ouvrière contre le socialisme de guerre et le réformisme, qui avaient trahi ses intérêts. Mais Tours était aussi le point de départ d'une époque nouvelle dans l'histoire du mouvement révolutionnaire français, c'était la naissance du parti communiste.

Une année nous sépare du congrès de Tours. Il n'est personne aujourd'hui parmi les révolutionnaires français pour regretter l'oeuvre de scission et d'épuration qui y fut accomplie. Mais il est nécessaire de jeter un regard, non seulement sur le chemin parcouru par les ennemis du communisme, il faut aussi examiner l'oeuvre accomplie par le parti communiste dans cette première année d'activité.

L'Internationale Communiste salue avec joie les résultats de votre effort pour regrouper et réorganiser vos fédérations, pour constituer un grand parti de 130 000 membres, pour développer largement et faire prospérer votre presse. En face de l'impérialisme et la réaction dont la bourgeoisie française forme la plus solide citadelle dans le monde, le parti communiste et sa presse sont seuls à organiser la résistance. Au cours de cette année, le parti a réussi à prendre une influence réelle et grandissante sur les masses ouvrières et sur les petits paysans de France

Ces résultats, qui nous réjouissent, ne sauraient cependant nous voiler les faiblesses et les lacunes de cette première année. L'Internationale Communiste ne se contente pas, comme autrefois la II^e

Internationale, d'adresser saluts et félicitations à ses sections. Son devoir est de signaler fraternellement leurs faiblesses, pour chercher, en collaboration étroite et en entente avec elles, à les faire disparaître, guidée uniquement par le souci de travailler à la révolution mondiale. L'Internationale Communiste a toujours traité le parti français en tenant largement compte des conditions spéciales de son évolution et du milieu dans lequel il se bat. En jugeant le travail de cette première année, nous tenons compte aussi de l'état dans lequel la scission de Tours a laissé le parti ; nous savons qu'un parti qui a subi une telle déviation pendant la guerre ne devient pas subitement communiste par le vote d'une motion de congrès. Le vote de Tours marquait la volonté du parti de devenir un parti communiste. Cette première année devait donc marquer un effort constant, un labeur de tous les instants, pour donner au parti son caractère communiste. L'effort du parti a été grand, il n'a pas été suffisant. Avec vous, nous désirons chercher quelques-unes des causes de cette faiblesse, persuadés que le Congrès de Marseille est désireux de poursuivre énergiquement l'œuvre commencée à Tours et de tenir compte, dans une large mesure, des suggestions de l'Internationale pour renforcer le caractère et la politique communiste du parti.

Le parti a souffert de la faiblesse de sa direction. Le comité directeur a été absorbé par une quantité de besognes administratives courantes, mais il n'a pas doté le parti d'une direction politique ferme, il n'a pas, jour après jour, guidé la pensée, l'activité multiple du parti, il ne lui a pas créé une conscience collective. Le parti a souffert de l'absence d'une politique agraire, d'une politique syndicale, d'une politique électorale. Le comité directeur a renvoyé l'examen et la solution de toutes ces questions au congrès de Marseille, craignant que les fédérations ne l'accusent de dictature s'il les résolvait lui-même. Tout révolutionnaire comprendra cependant que, dans un parti communiste, la direction, dès qu'elle a été nommée par un congrès et qu'elle a ainsi la confiance du parti, doit avoir les plus larges compétences pour diriger la politique du parti dans le sens des thèses et des résolutions votées par les congrès nationaux et internationaux. Il est nécessaire qu'à partir de Marseille la direction du parti soit beaucoup plus ferme et devienne une réelle direction politique, contrôlant la presse et l'inspirant, dirigeant le travail parlementaire, prenant position jour après jour dans toutes les questions politiques nationales et internationales. Il nous paraît utile de remettre les petites besognes administratives à un secrétariat administratif et de nommer, au sein du comité directeur, une direction de cinq membres au moins dont la tâche essentielle sera cette direction quotidienne de l'activité de la pensée du parti.

Comme corollaire à ce travail de direction plus ferme, il est nécessaire de développer dans le parti un esprit de discipline plus grand. Les communistes doivent se sentir avant tout membres du parti, et agir comme tels dans toute leur vie publique et privée.

La question de la politique syndicale du parti est certainement la plus importante et la plus délicate qui soit posée au congrès de Marseille et dont la solution a manqué au parti durant sa première année d'existence. Le parti communiste, s'il veut être l'avant-garde et l'artisan de la révolution sociale, ne peut se désintéresser des questions syndicales. Il n'y a pas de questions ouvrières qui ne soient siennes. Il faut donc qu'il adopte une ligne de conduite dans les questions d'ordre syndical. Il doit revendiquer hautement devant la classe ouvrière le droit et le devoir de s'occuper activement de ces questions. Il doit réclamer de ses membres qu'ils soient des communistes au syndicat comme au parti. Un parti communiste ne doit pas tolérer que ses membres puissent soutenir encore la politique de Jouhaux et de l'Internationale d'Amsterdam. Il doit dire à ceux qui sont d'accord avec Jouhaux que leur place est dans le parti de Renaudel, d'Albert Thomas et de Longuet. Le parti doit également combattre énergiquement les idées anarchistes ou syndicalistes pures qui nient le rôle du parti dans l'œuvre révolutionnaire. Clairement, il doit affirmer aussi que sa volonté et celle de l'Internationale Communiste n'est pas la subordination des syndicats au parti, mais le travail de tous les membres du parti, dans l'œuvre et dans la lutte de la minorité syndicale. Tenant compte de tout le développement du mouvement syndicaliste en France, le parti doit rechercher la collaboration la plus étroite avec ceux des syndicalistes qui ont profondément révisé leur pensée révolutionnaire au contact de l'histoire de ces dernières années. En

discutant fraternellement avec eux sur tous les problèmes révolutionnaires, le parti doit chercher à les obliger à préciser leur pensée actuelle et à combattre toutes les vieilles survivances de la pensée anarcho-syndicaliste. Nous ne doutons pas que si le parti s'affirme comme un véritable parti révolutionnaire et communiste, il attirera non seulement la sympathie et la confiance des grandes masses prolétariennes de France, mais aussi l'adhésion des camarades syndicalistes-communistes, qui sont encore méfiants à son égard. C'est par sa politique sans défaillance et sans opportunisme qu'il les gagnera au projet de thèses concernant la question des syndicats, élaboré par le comité directeur, qui n'est que le premier pas dans l'œuvre de clarification de cette question fondamentale. Ceux qui disent que la lutte économique ne concerne pas le parti sont, ou bien de complets ignorants, ou bien des gens qui veulent se moquer du communisme. Le parti doit absorber tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière et, au point de vue des idées, il doit inspirer toutes les formes de la lutte prolétarienne, y compris évidemment sa lutte économique. Le syndicat, en tant que syndicat, ne se soumet pas au parti en tant que parti. Dans ce sens, le syndicat est autonome. Mais les communistes militant au sein des syndicats doivent agir toujours en communistes disciplinés.

En raison d'une série de circonstances, il y a encore actuellement en dehors des rangs du parti communiste français beaucoup d'éléments révolutionnaires précieux qui se considèrent comme syndicalistes. Nous devons nous entendre avec eux, tôt ou tard, et nous unir dans les rangs d'un parti communiste unique. Mais nous ne pouvons pas et nous ne devons pas encourager les préjugés du syndicalisme à l'égard du parti et de l'action politique.

Lorsque la délégation du parti communiste était à Moscou pour le III^e Congrès, le comité exécutif a attiré son attention sur la nécessité d'un contrôle de la presse non officielle du parti par le comité directeur. Le comité exécutif avait surtout en vue le cas de *La Vague* de Brizon et du *Journal du peuple* de Fabre, qui tous deux menaient une politique en désaccord avec celle du parti et de l'Internationale Communiste. Les principes clairs du II^e Congrès International prévoyaient qu'aucun membre du parti ne pouvait se réclamer d'une prétendue liberté de la presse pour publier des organes dont le parti n'aurait pas le contrôle politique absolu. C'est en accord avec l'unanimité de la délégation française, alors à Moscou, que l'Exécutif a voté à ce sujet une résolution qu'il a envoyée au comité directeur du parti communiste. A ce jour, l'Exécutif n'a reçu aucune réponse officielle de la direction du parti à ce sujet. Il demande au congrès de Marseille de lui donner une réponse du parti à cette question qu'il considère comme une des plus élémentaires qui se posent à la discipline communiste, et que la direction du parti aurait pu et dû trancher.

Le retard apporté à la solution de ce problème est d'autant plus regrettable que depuis l'envoi de cette résolution, il s'est cristallisé autour du *Journal du peuple* toute une tendance opportuniste, qui regrette l'œuvre de Tours, pleure encore le départ des dissidents et de Serrati [note], et prêche même la collaboration ouverte avec les partis de la bourgeoisie sous la forme du bloc des gauches. Il n'est pas étonnant que les camarades qui mènent cette politique hostile aux principes mêmes du communisme se sentent visés par notre résolution et cherchent à en faire retomber la responsabilité sur le représentant français à l'Exécutif. Nous espérons que le parti réuni à Marseille exprimera clairement son opposition à une telle politique et rappellera ce groupe de camarades à la discipline communiste.

Il nous paraît nécessaire que le parti français cherche à être en rapports beaucoup plus étroits et plus constants avec la classe ouvrière des usines. Trop souvent, la presse du parti est empreinte d'un caractère plus frondeur et boulevardier que véritablement révolutionnaire et prolétarien. Le comité directeur compte aussi une trop minime proportion de travailleurs des usines. Il nous paraît nécessaire, dans l'élection du comité directeur, de faire une place beaucoup plus grande à l'élément ouvrier.

Le parti français a aussi toujours été trop à l'écart de la vie de l'Internationale. Nous espérons qu'à l'avenir des liens plus étroits et des relations plus fréquentes permettront au parti français de prendre une part active et féconde à toute la vie de l'Internationale Communiste. Comme nous considérons que

les questions françaises sont les questions de toute l'Internationale, nous espérons que le prolétariat de France considérera toutes les questions qui se posent au prolétariat allemand, russe, américain, etc. comme ses questions propres et qu'il prendra en les discutant une part active au travail et à la lutte de toutes les sections de l'Internationale.

Toutes ces questions importantes dont le comité directeur aurait dû, à notre avis, trancher une grande partie dans le courant de l'année, sont soumises aux délibérations du congrès de Marseille. Nous espérons que les travaux du congrès, uniquement inspirés du grand désir et de l'ardente espérance de faite triompher la révolution sociale, donneront à votre parti un nouveau grand élan, une base doctrinale solide, une tactique claire. Après cette première année de stabilisation et d'organisation, le congrès de Marseille doit marquer une nouvelle grande étape et être le début d'une année de travail intense et fécond, travail de vaste éducation communiste, de propagande de nos idées dans la classe ouvrière et paysanne, travail de pénétration hardie de l'armée capitaliste et en particulier de l'armée d'occupation, dont le rôle sera peut-être un jour de former le trait d'union entre la révolution prolétarienne allemande et le prolétariat français désireux de la suivre, travail intérieur pour doter le parti d'une direction ferme et d'une discipline librement et joyeusement acceptée par tous, travail extérieur de conquête des grandes masses à notre idéal. Année de lutte aussi, de lutte de plus en plus acharnée contre le réformisme d'Amsterdam, de Londres, de Vienne, de Genève, contre les blocs bourgeois, national ou de gauche, lutte pour affaiblir et battre l'impérialisme le plus insolent et le plus criminel qui soit. C'est dans votre congrès que vous allez forger les armes et les outils pour ces batailles et ces labeurs qui vous attendent. L'Internationale Communiste espère que Marseille sera une date plus importante encore que celle de Tours dans l'histoire de votre parti; elle suit vos travaux avec un vif intérêt, sûre que le parti français fera tout son devoir dans l'œuvre commune de libération des travailleurs.

Vive le Parti Communiste français

Vive l'Internationale Communiste !

Vive la Révolution mondiale !

Le comité exécutif de l'Internationale Communiste.
Moscou, le 19 décembre 1921.
Lettre rédigée par Trotsky

note de Pierre Broué (in Le Mouvement Communiste en France) : Pionnier du socialisme italien, dirigeant le P. S. italien pendant la guerre, condamné à la prison après les événements de 1917, Serrati avait été l'un des artisans de l'adhésion du P. S. I. à la IIIe Internationale. Il se situait dans la tendance du centre, et, après le 2e congrès, où il avait été élu au Présidium, avait accepté les vingt et une conditions en demandant qu'il soit tenu compte des caractères spécifiques de la situation italienne et que le délai nécessaire lui soit laissé pour que le parti puisse s'y conformer. A Livourne — peut-être soutenu en sous-main par des éléments de la direction allemande comme Paul Levi et Clara Zetkin — il s'était refusé à exclure du parti les éléments de la droite «réformistes» de Turati et Modigliani. Les représentants de l'Exécutif avaient alors donné leur soutien sans réserve à la tendance gauchiste (et même ultra-gauchiste) qui rompait immédiatement et constituait le parti communiste Italien, avec une minorité de l'ancien parti. Le centre de Serrati restait avec la droite et l'écrasante majorité des militants hors de l'Internationale qu'il avait été des premiers à rallier.